Questes

Revue pluridisciplinaire d'études médiévales

42 | 2021

Fama : réputation et renommée

« Qu'il se disculpe par la douzième main ». Le serment collectif et la preuve par la réputation dans les villes baltiques

Tobias Boestad

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questes/5667>

DOI : 10.4000/questes.5667

ISSN : 2109-9472

Éditeur

Les Amis de Questes

Édition imprimée

Date de publication : 28 janvier 2021

Pagination : 35-52

ISSN : 2102-7188

Référence électronique

Tobias Boestad, « « Qu'il se disculpe par la douzième main ». Le serment collectif et la preuve par la réputation dans les villes baltiques », *Questes* [En ligne], 42 | 2021, mis en ligne le 28 février 2021, consulté le 06 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questes/5667> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questes.5667>

« Qu'il se disculpe par la douzième main ». Le serment collectif et la preuve par la réputation dans les villes baltiques

Tobias BOESTAD

Sorbonne Université – Université de Stockholm

Les justices médiévales d'Europe du Nord autorisent souvent une personne à rejeter les accusations portées contre elle par un serment purgatoire. Plus rares, certains droits permettent même au plaignant d'obtenir l'inculpation de son adversaire de la même manière. Dans un cas comme dans l'autre, ce serment a la particularité de ne pas être prêté seul, mais avec la participation de co-jureurs dont la coutume définit en général le nombre à l'avance : le plus souvent à trois, sept ou douze¹.

Si les témoins ordinaires sont eux aussi généralement tenus au serment, les co-jureurs s'en distinguent dans la mesure où ils ne se prononcent pas tant sur des faits que sur la réputation du défendeur, jurant que sa parole est digne de confiance et doit être crue. Comme l'objet de leur déclaration se dérobe souvent à tout témoignage, ils ne se portent pas garants de ce qu'ils ont réellement vu, mais de ce qui est notoire ou de la conduite que l'on peut attendre de l'intéressé². Cette

¹ Raoul C. van Caenegem, « La Preuve dans le droit du Moyen Âge occidental. Rapport de synthèse », dans *La Preuve. Deuxième partie : Moyen Âge et temps modernes*, Bruxelles, Éditions de la Librairie encyclopédique, coll. « Recueils de la société Jean Bodin pour l'histoire comparative des institutions », vol. 17, 1965, p. 701–702. Selon les coutumes, ce nombre pouvait inclure ou exclure le serment du défendeur lui-même.

² Maurizio Lupoi, *The Origins of the European Legal Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 [1994], p. 345 ; Jürgen Weitzel, « Eideshelfer », dans *Handwörterbuch zur deutschen Rechtsgeschichte*, vol. I, Berlin, Erich Schmidt, 2008, p. 1261–1263.

distinction tend à se clarifier avec le temps, quoiqu'à rythme inégal selon les législations. Elle est très nette dans les lois suédoises du milieu du XIV^e siècle, qui distinguent les cas où le défendeur peut se disculper par serment (*dyls maal*) et ceux où le plaignant peut l'accabler avec des témoins (*witnes maal*)³. La procédure la plus courante consiste à donner d'abord la parole au second, qui doit tenter d'inculper le premier par le témoignage (*witne*) de deux hommes ; s'il échoue, son adversaire a le droit de prouver son innocence par le serment (*edhe*) de six ou, plus rarement, douze hommes.

Témoins de la diffusion de ce serment purgatoire collectif, les lois allemandes et scandinaves le désignent au moyen de formules concises et elliptiques telles que « *selue seuede* » en moyen bas-allemand (« lui-même le septième »)⁴ ou « *duodecima manu* » en latin (« par la douzième main »)⁵.

Les débats autour de la valeur et des fonctions de cette preuve se sont renouvelés depuis une vingtaine d'années. Selon certains auteurs, la « rigueur formelle » (*Formstreng*) et la minutieuse attention que les juges et la partie adverse accordent à la manière même de la prestation du serment, à tout bégaiement ou faux geste susceptible de l'invalider, en font une forme d'ordalie : en l'occurrence, le jugement de Dieu se serait manifesté en aidant la partie dans son bon droit à produire un serment valide, ou à l'inverse, en faisant échouer quiconque s'apprêterait à commettre un parjure⁶. Pour d'autres, la procédure

³ *Corpus iuris Sueo-Gotorum antiqui. Sweriges Gamla Lagar*, éd. Carl Johan Schlyter, vol. 11 : « Konung Magnus Erikssons stadslag », Lund, Berlingska Boktryckeriet, 1865, Rådstugubalken, XXIV, § 1 : « Nw kan thet wara dyls maal, ok eig witnes maal ».

⁴ Eike von Repgow, *Des Sachsenspiegels erster Theil, oder das sächsische Landrecht: nach der Berliner Handschrift v. J. 1369*, éd. et trad. C. G. Homeyer, 1845, p. 111.

L'édition est disponible en ligne : <http://drw-www.adw.uni-heidelberg.de/drw-cgi/zeige?index=tasiglen&term=ssplr&seite=I+66>. Ressource consultée le 22 décembre 2017.

⁵ *Danmarks Gamle Købstadlovgivning*, éd. Erik Kroman, København, Rosenkilde og Bagger, 1951, p. 7, art. 23.

⁶ Raoul C. van Caenegem, « La Preuve... », art. cit., p. 702 ; Karin Nehlsen-von Stryk, « Die Krise des "irrationalen" Beweises im Hoch- und Spätmittelalter und ihre gesellschaftlichen Implikationen », *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte. Germanistische*

éprouve le degré d'intégration sociale du défendeur et sa capacité à mobiliser son entourage, ce qui expliquerait pourquoi certaines lois désignent explicitement ces co-jureurs comme des parents ou amis du défendeur ou encore comme des membres de sa guilde⁷. Plus récemment, la procédure a également été interprétée comme une forme de ritualisation du droit visant à faire du procès un « espace discursif » distinct⁸.

À partir du début du XIII^e siècle, le témoignage comme le serment collectif sont au cœur de la profonde réforme du droit processuel initiée sous le pontificat d'Innocent III (1198–1216). En 1215, le concile de Latran IV interdit tout recours à l'ordalie et au duel judiciaire par les tribunaux ecclésiastiques⁹. À la place, l'Église préconise la procédure inquisitoire, qui donne au juge un rôle plus actif en lui permettant d'ouvrir une instruction même en l'absence d'accusation, et n'accorde plus la même importance aux preuves et serments produits par le défendeur pour démontrer son innocence¹⁰. Toutefois, de part et d'autre de la mer

Abteilung, vol. 117, 2000, p. 2 ; Tim Meyer, *Gefahr vor Gericht. Die Formstrenge im sächsisch-magdeburgischen Recht*, Köln/Weimar/Wien, Böhlau, coll. « Forschungen zur deutschen Rechtsgeschichte », vol. 26, 2009, p. 107. D'après Tim Meyer, un vice de forme pouvait en outre être interprété comme un signe de la mauvaise conscience du défendeur sur le point de commettre un parjure (*ibid.*, p. 160).

⁷ *Danmarks Gamle Købstadlovgivning*, éd. cit., vol. I, p. 8, art. 27 ; p. 226, art. 67. Voir Per Andersen, *Legal Procedure and Practice in Medieval Denmark*, Leiden/Boston, Brill, coll. « Medieval Law and its Practice », vol. 11, 2011, p. 181.

⁸ Franz-Joseph Arlinghaus, *Inklusion – Exklusion. Funktion und Formen des Rechts in der spätmittelalterlichen Stadt. Das Beispiel Köln*, Köln/Weimar/Wien, Böhlau, 2018, p. 177–196.

⁹ *Dekrete der ökumenischen Konzilien II: Konzilien des Mittelalters vom ersten Laterankonzil (1123) bis zum fünften Laterankonzil (1512–1517)*, éd. Josef Wohlmuth, Paderborn/München/Wien/Zürich, Schöningh, 2000, p. 227–271.

¹⁰ Au sujet de la procédure inquisitoire, voir Winfried Trusen, « Der Inquisitionsprozess : seine historischen Grundlagen und frühen Formen », *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte. Kanonistische Abteilung*, vol. 74, 1988, p. 171–215 ; Richard M. Fraher, « IV Lateran's Revolution in Criminal Procedure : the Birth of *Inquisition*, the End of Ordeals and Innocent III's Vision of Ecclesiastical Politics », dans *Studia in honorem eminentissimi cardinalis Alphonsi M. Stickler*, éd. Rosalio Josephus Castillo Lara, Roma, Libreria Ateneo Salesiano, coll. « Studia et textus historiae juris canonici », vol. 7, 1992, p. 97–111 ; Lotte Kéry, « Aspekte des kirchlichen Strafrechts im *Liber Extra* (1234) », dans *Neue Wege*

Baltique, c'est avant tout le rôle des sociétés urbaines qui a retenu l'attention des historiens du droit, qui y ont depuis longtemps reconnu un vecteur privilégié de la modernisation et de la « rationalisation » du droit processuel à la fin du Moyen Âge¹¹.

Ces évolutions se reflètent dans les droits urbains et provinciaux de cette région, qui sont dans leur grande majorité codifiés entre le début du XIII^e siècle et le milieu du XIV^e siècle, et accompagnent la constitution de royaumes et de communautés urbaines dans des pays de christianisation parfois récente. C'est de cette époque que datent tous les textes ici mobilisés¹². Le premier est le droit de Lubeck, dont le plus ancien manuscrit connu date des années 1230¹³ : il connaît une diffusion importante dans les villes de la façade sud de l'espace baltique¹⁴. Le

strafrechtsgeschichtlicher Forschung, dir. Hans Schlosser et Dietmar Willoweit, Köln/Weimar/Wien, Böhlau, 1999, p. 241–297.

¹¹ Voir par exemple Wilhelm Ebel, « Über die rechtsschöpferische Leistung des mittelalterlichen deutschen Bürgertums », dans *Untersuchungen zur gesellschaftlichen Struktur der mittelalterlichen Städte in Europa*, dir. Konstanzer Arbeitskreis für mittelalterliche Geschichte, Stuttgart, Thorbecke, 1966, p. 241–258 ; Gerhard Dilcher, « “Hell, verständig, für die Gegenwart sorgend, die Zukunft bedenkend”. Zur Stellung und Rolle der mittelalterlichen deutschen Stadtrechte in einer europäischen Rechtsgeschichte », dans Gerhard Dilcher, *Bürgerrecht und Stadtverfassung im europäischen Mittelalter*, Köln/Weimar/Wien, Böhlau, 1996 [1989], p. 239–274.

¹² Les lois urbaines danoises auraient sans doute contribué à enrichir le tableau qui suit. Les intégrer à cette étude aurait cependant fait déborder cette dernière du cadre donné.

¹³ Les différents manuscrits du droit de Lubeck ont fait l'objet d'un certain nombre d'éditions, parmi lesquelles ont été utilisées : pour le « rouleau douanier » (vers 1230–1240), celle de l'*Urkundenbuch der Stadt Lübeck*, vol. I, éd. Verein für Lübeckische Geschichte, Lübeck, 1841, n° 32 ; pour le manuscrit de Tønder (1243) (désormais référencé comme Tønder), *Danmarks Gamle Købstadlovgivning*, éd. cit., p. 215–232 ; pour le manuscrit de Reval/Tallinn (1282) (désormais : Reval), *Lübecki õiguse. Tallinna koodeks 1282 Der Revaler Kodex des Lübisches Rechts*, éd. Tiina Kala, Tallinn, 1998 ; pour les manuscrits d'Elbląg (vers 1280), de Kiel (vers 1270–1350) et le codex de Bardewich (1294), *Norddeutsche Stadtrechte II. Das mittelniederdeutsche Stadtrecht von Lübeck nach seinen ältesten Formen*, éd. Gustav Korlén, Lund/København, C. W. K. Gleerup/Ejnar Munksgaard, 1951.

¹⁴ Sur la diffusion du droit de Lubeck, voir Wilhelm Ebel, *Lübisches Recht im Ostseeraum*, Lübeck, Max Schmidt-Römhild, 1971 ; voir aussi les réserves formulées à l'égard de ces thèses par Sofia Gustafsson (*Svenska städer i medeltidens Europa. En komparativ studie av stadsorganisation och politisk kultur*, Stockholm, Acta Universitatis Stockholmiensis, 2006).

second, celui de Riga, évolue tout au long du XIII^e siècle sous l'influence des coutumes de l'île de Gotland et du droit de Hambourg, entre autres, avant de se stabiliser vers 1300¹⁵. Le droit de Visby est codifié au début des années 1340 à la demande du roi de Suède Magnus Eriksson (1319–1363)¹⁶. À la fin des années 1350, ce même roi fait élaborer un droit unique pour toutes les autres villes de son royaume : la *Loi urbaine de Magnus Eriksson*¹⁷, laquelle s'appuie pour partie sur des coutumes plus anciennes, compilées au plus tard à la fin du XIII^e siècle dans le *Björköarätt*¹⁸.

En comparant la place du serment purgatoire collectif dans ces quatre groupes de lois et de statuts, il s'agit de montrer que la valeur de cette procédure s'appuie aussi bien sur la rigueur formelle que sur la réputation, mais que les textes étudiés insistent, selon les cas, davantage sur l'une ou l'autre de ces dimensions. En effet, dans la plupart des droits étudiés, le serment collectif occupe

¹⁵ Ce droit nous est connu par un premier manuscrit (désormais : Riga A) datant peut-être du milieu des années 1220. Une nouvelle version (désormais : Riga B), déjà fort différente de la première, en fut rédigée en 1279 pour être envoyée à la ville de Haapsalu (Estonie) : lacunaire, ce manuscrit peut être complété à l'aide d'un exemplaire du droit de Haapsalu composé en 1294 (désormais : Haapsalu), dont le sens, sinon la lettre, est généralement identique. Dans les années 1290, Riga reçoit un exemplaire légèrement adapté du droit de Hambourg tel que promulgué en 1270 (désormais : Riga C). S'il est peu probable que ce texte y ait été appliqué en l'état, il a servi de support à l'élaboration des *Statuts rénovés de Riga* (désormais : Riga D), un code cohérent et structuré, à vocation exhaustive, qui resterait en vigueur jusqu'au XVII^e siècle. Ces textes sont réunis dans *Die Quellen des Rigischen Stadtrechts bis zum Jahr 1673*, éd. J. G. L. Napiersky, Riga, J. Deubner, 1876.

¹⁶ *Corpus iuris Sueo-Gotorum antiqui*, éd. cit., vol. 8 : « Visby Stadslag och Sjöriätt », Lund, Berlingska Boktryckeriet, 1853 (désormais : Visby).

¹⁷ *Corpus iuris Sueo-Gotorum antiqui*, éd. cit., vol. 11 : « Konung Magnus Erikssons stadslag », Lund, Berlingska Boktryckeriet, 1865 (désormais : MESTL). Traduction commentée en suédois moderne : *Magnus Erikssons stadslag. I nusvensk tolkning*, trad. Åke Holmbäck, Elias Wessén, Stockholm, Institutet för Rättshistorisk Forskning, 1966.

¹⁸ *Corpus iuris Sueo-Gotorum antiqui*, éd. cit., vol. 6 : « Helsingelagen. Kristnu-Balken af Smålandslagen. Björköarätten », Lund, Berlingska Boktryckeriet, 1844 (désormais : Björköarätt). Traduction commentée en suédois moderne : *Svenska landskapslagar tolkade och förklarade för nutidens svenskar*, trad. Åke Holmbäck, Elias Wessén, vol. 5 : « Äldre Västgötalagen. Yngre Västgötalagen. Smålandslagens kyrkobalk och Björköarätten », Stockholm, Hugo Gebers förlag, 1946.

une place subsidiaire et n'est utilisé qu'en l'absence d'autres pièces à conviction ; dans certaines villes, il apparaît donc parfaitement compatible avec des procédures judiciaires reposant largement sur la réputation ; son déclin est plus rapide là où on l'associe le plus étroitement à la rigueur formelle.

Une preuve subsidiaire

D'une ville à l'autre, l'utilisation du serment purgatoire collectif varie du tout au tout. Objet d'une grande méfiance à Lubeck, cette procédure n'y est mentionnée que dans le cas où un bourgeois en tuerait un autre hors du territoire de la ville, et où le cadavre serait ramené en ville : alors, le prévenu « aura[it] onze hommes reconnus (*comprobatos*) pour se disculper, étant lui-même le douzième ¹⁹ ». Encore cet article traite-t-il d'un crime commis hors de la juridiction urbaine. Présent dans le manuscrit de Tønder (1243), il disparaît d'ailleurs d'un bon nombre de manuscrits dès la seconde moitié du siècle²⁰.

Le *Björköarätt* et la *Loi urbaine de Magnus Eriksson* témoignent en revanche de la très large diffusion du serment collectif dans les villes – comme dans les provinces – du royaume de Suède : la seconde le mentionne près de cent fois. Ces deux textes font également référence à plusieurs reprises à un jury (*næmpd*) de douze personnes nommées parmi les bourgeois pour enquêter et donner leur verdict sous serment²¹ : inspiré des procédures canoniques de l'Inquisition, ce jury avait probablement été introduit en Suède dans le courant du XIII^e siècle²². Sa coexistence avec le serment collectif, réputé plus archaïque, ainsi

¹⁹ Tønder, art. 67 : « *Habebit autem ad expurgandum se uiros xi comprobatos se ipso xii^o existente* ».

²⁰ On le retrouve en revanche dans les manuscrits de Kiel (vers 1270–1350) et de Johan van Bardewich (1294). Notons qu'il demeure attesté dans les traités de Lubeck avec les seigneurs des terres environnantes encore au XIV^e siècle (voir par exemple *Urkundenbuch der Stadt Lübeck*, éd. cit., vol. II, Lübeck, Aschenfeldt, 1858, n° 924).

²¹ Voir par exemple MESTL, Köpmålabalken, art. III.

²² Voir Per Andersen, « The Truth must always be Stronger. The Introduction and Development of *Næfnd* in the Danish Provincial Laws », dans *New Approaches to Early Law in Scandinavia*,

que la stricte distinction opérée entre témoins et co-jureurs, suggèrent que la persistance de procédures anciennes ne traduisait pas nécessairement une hostilité de principe aux méthodes inspirées du droit savant.

À Riga, l'existence de trois manuscrits sensiblement différents permet de suivre l'évolution de manière plus détaillée. De manière générale, le recours au serment collectif y demeure assez limité. Très court, le plus ancien droit de Riga (vers 1225) ne le mentionne que deux fois, pour des affaires de meurtre ou de viol. Plus développé, le manuscrit de 1279 l'évoque à douze reprises, le plus souvent pour différentes formes de violences, mais également en cas de fraude ou de refus de payer une dette²³. Dans les *Statuts rénovés de Riga*, qui sont de loin les plus complets que la ville ait produits avant le XVII^e siècle, la procédure n'est plus mentionnée que six fois : à partir de la fin du XIII^e siècle, son utilisation à Riga semble s'être progressivement limitée aux violences aggravées, au vol et à l'adultère²⁴.

Dans la plupart des villes étudiées, le serment collectif se présente donc comme une procédure subsidiaire employée en l'absence d'autres preuves, principalement de témoins²⁵. Sans surprise, aucun droit ne l'illustre mieux que celui de Lubeck, qui n'en prévoit l'utilisation qu'une fois que le défendeur aurait produit des preuves objectives – dont la nature n'est pas spécifiée – de son innocence : « si l'accusé peut prouver, comme il est juste, qu'il est innocent du meurtre [...], il se défendra mieux avec des hommes honnêtes (*non culpatis*) que

dir. Stefan Brink et Lisa Collinson, Turnhout, Brepols, coll. « Acta Scandinavica. Aberdeen studies in the Scandinavian World », vol. 3, 2014, p. 13–14, 32 ; Dieter Strauch, *Mittelalterliches nordisches Recht bis ca. 1500. Eine Quellenkunde*, Berlin/Boston, De Gruyter, 2016 [2011], p. 442–443.

²³ Haapsalu, art. 7-9 ; Riga B, art. 7 ; 8 ; 11 ; 16 ; 20 ; 26 ; 27 ; 29 ; 54 ; 57 ; 61.

²⁴ Riga D, art. VI: 3 ; VI: 5 ; IX: 6, 7 ; IX: 8 § 4. Alors que Riga B prévoyait encore qu'un homme pût se disculper par serment collectif s'il était inculpé de dette insolvable (art. 29) ou d'usage de faux poids ou mesures (art. 61), ce n'est plus le cas dans les *Statuts rénovés* (Riga D).

²⁵ Rudolf Ruth, *Zeugen und Eideshelfer in den deutschen Rechtsquellen des Mittelalters*, Wrocław, M. und H. Marcus, 1922.

le demandeur ou son adversaire ne l'attaquera²⁶ ». Le serment intervient après la preuve et en établit définitivement la validité.

Les lois suédoises demandent presque systématiquement au plaignant de produire des témoins avant que la parole ne soit à l'accusé. Le nombre de ces témoins est défini à l'avance : le *Björköarätt* et la *Loi urbaine de Magnus Eriksson* en exigent le plus souvent deux ou six ; si le demandeur échoue à les produire, alors l'accusé peut se défendre avec trois, six ou douze co-jureurs. Quand la procédure ne prévoit pas de témoins, c'est souvent qu'ils sont supposés absents ou non compétents : par exemple pour prouver qu'un homme ayant sorti son arme dans un moment d'emporment avait bien agi sous le coup de la colère²⁷ ; ou encore dans des affaires de vol sans flagrant délit²⁸. Le serment purgatoire établit le caractère notoire de faits qui se dérobent par leur nature même au témoignage.

La loi de Visby se démarque assez nettement de la tendance observée dans les autres villes considérées : non seulement le serment collectif n'y est pas systématiquement subordonné au témoignage, mais le plaignant peut jurer de la sixième main pour établir la culpabilité de l'accusé. Ce cas de figure est même le premier mentionné par le chapitre dédié à cette procédure : « quand une personne veut obtenir l'inculpation d'une autre par serment, elle doit se présenter avec tous ses hommes ; de même celle qui veut se disculper par serment²⁹ ». Les dispositions de la loi de Visby déterminent donc au cas par cas à qui revient le *witword*, c'est-à-dire le droit de faire valoir sa version par serment³⁰ : comme

²⁶ Tønder, art. 67 : « si notatus hoc probare potuerit, sicut iustum est, quod de occisione illius innocens existat, magis gaudebit in non culpatis hominibus sua defensione, quam actor in eum uel aduersarius in petitione ». Le latin *non culpatis* traduit très probablement le bas-allemand *unbesproken* ou *unberopen*, dont le sens est discuté plus bas.

²⁷ Björköarätt, art. 3.

²⁸ Björköarätt, art. 11, § 2.

²⁹ Visby, art. I:14 : « So wat en mid eden vp den anderen bringen zal, dar zal he sine lyde alle to hebben, vnde oc we sic mid eden vndseghen zal ».

³⁰ Il s'agit d'une traduction allemande du scandinave *witsorþ*. Visby, art. I:34 § 3 ; II:28 ; II:37 § 8 ; etc.

ailleurs, la priorité revient le plus souvent au demandeur, et ce n'est que s'il échoue que le défendeur obtient la possibilité de se disculper.

La distinction entre témoins et co-jureurs est moins nette dans le droit de Visby que dans les autres textes du corpus. Au verbe *vortyghen*, associé au témoignage judiciaire proprement dit, on préfère souvent le plus générique *vorwinnen* (« obtenir l'inculpation³¹ ») ; quant aux témoins (*tyghen*), leurs rares apparitions se font dans un contexte plus notarial que judiciaire³². Aussi le droit de Visby attache-t-il une grande importance à déterminer *qui*, suivant le cas, est habilité à prêter serment : généralement de « bonnes gens » (*gude lude*) du voisinage ou d'« honnêtes gens, nos bourgeois³³ ».

La distinction opérée à Lubeck, à Riga et en Suède entre le témoignage et le serment collectif, ainsi que la subordination du second au premier, apparaissent donc comme une hiérarchisation réfléchie de différents types de preuve : là où elle est appliquée, cette hiérarchisation donne au défendeur, en l'absence de pièces à conviction suffisamment substantielles, une chance de se disculper par la parole de personnes réputées honnêtes. En cela, elle est compatible avec le renforcement du rôle de la *fama* dans les procédures judiciaires promues par l'Église à partir du XIII^e siècle³⁴.

³¹ Visby, art. I:34 § 5 ; I:38 § 3 ; I:52 § 3.

³² Par exemple dans le chapitre « du témoin de plein droit » (*van vulleme tyghe*), qui ne reconnaît que le témoignage des consuls de la ville (Visby, art. I:12).

³³ Visby, art. I:50 ; I:52, § 4.

³⁴ Julien Théry, « *Fama* : l'opinion publique comme preuve judiciaire. Aperçu sur la révolution médiévale de l'inquisitoire (XII^e–XIV^e siècle) », dans *La Preuve en justice de l'Antiquité à nos jours*, dir. Bruno Lemesle, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2003, p. 119–147. L'Église manifesta par moment sa réprobation vis-à-vis du serment collectif (voir Elsa Sjöholm, *Sveriges medeltidslagar. Europeisk rättstradition i politisk omvandling*, Lund, Institutet för rätthistorisk forskning, coll. « Rätthistoriskt bibliotek », vol. 41, 1988, p. 55–57). La longévité de ce dernier nous invite cependant à relativiser cette hostilité.

La preuve par la réputation

Honnêteté et innocence

Constamment exigée des témoins et des co-jureurs, la bonne réputation s'exprime de plusieurs manières dans les lois des villes étudiées. On remarquera tout d'abord l'emploi courant de l'expression « bonnes gens » (en allemand « *gude lyde* », en suédois « *göde men* ») qui, dans l'espace baltique comme ailleurs, ne désigne pas un office public particulier, mais renvoie à l'honorabilité d'« hommes honnêtes et loyaux et de ce fait dignes de foi³⁵ ». Cette expression est particulièrement fréquente dans les lois suédoises, même si elle y revêt souvent une signification plus restreinte, désignant une expertise particulière. Par exemple lorsqu'il s'agit d'estimer la valeur de biens litigieux : « une trouvaille, on doit la déclarer légalement ou être un voleur, selon ce qu'est le butin *et la valeur à laquelle les bonnes gens l'estiment*³⁶ ».

Les « *gude lude* » ne sont pas inconnus des droits de Lubeck, de Riga et de Visby, mais c'est de préférence par des adjectifs renvoyant à leur honnêteté que témoins et co-jureurs y sont désignés. Certains de ces termes restent très généraux³⁷ ; d'autres établissent un lien causal assez fort entre l'honnêteté et la réputation, toutes deux définies de manière essentiellement négative³⁸. Ainsi, les adjectifs les plus fréquemment employés à Lubeck pour qualifier l'honnêteté attendue du déposant sont les quasi-synonymes *unbesproken* et *unberopen* : tous

³⁵ Thierry Dutour, *Sous l'empire du bien : « Bonnes gens » et pacte social (XIII^e–XV^e siècle)*, Paris, Classiques Garnier, coll. « Bibliothèque d'histoire médiévale », vol. 13, 2015, p. 225. Franz-Josef Arlinghaus, *Inklusion – Exklusion*, op. cit., p. 193, fait le même constat.

³⁶ Bjärköarätt, art. 19, § 2 : « Fyndum skal man laghlikæ liusa æller hete þiuwær æptir þy þiftær oc göde men skuþe þæt ». Nous soulignons.

³⁷ Par exemple, les très génériques adjectifs latins *probus* (probe, honnête) ou *comprobatus* (reconnu, approuvé), *idoneus* (idoine, convenable) ou les bas-allemands *bederuen* et *erlik* (honnête) ou *erachtig* (honorale).

³⁸ Annick Porteau-Bitker et Annie Talazac-Laurent ont montré, à partir des sources françaises, la variété des éléments entrant en compte dans la réputation d'un individu (« La renommée dans le droit pénal laïque du XIII^e au XV^e siècle », *Médiévales*, vol. 24, 1993, p. 78).

deux connotent la parole, contrairement aux *probus* ou *inculpatus* qui les traduisent dans les manuscrits latins³⁹.

L'*unbesproken man* est un homme dont la réputation, qui n'est ternie par aucun crime ou délit, agit comme un gage d'honnêteté et donne du poids à sa parole et à son serment : « si l'on accuse quelqu'un de ne pas avoir pleinement payé son impôt et s'il est réputé honnête (*unbesproken*), il pourra se libérer avec son seul serment⁴⁰ ». Toutefois, sa réputation ne sort pas indemne d'un tel épisode, car

s'il est connu qu'un homme a par le passé commis un parjure, dérobé ou volé quelque chose, même s'il a payé amende et compensation, il n'aura pas un aussi bon droit qu'un autre bon homme réputé honnête⁴¹.

Même une fois réparé, un parjure ou un vol affecte la crédibilité de son auteur et lui vaut une réputation légalement fondée de malhonnêteté.

Plus rares dans le droit de Lubeck mais utilisés à Riga, l'adjectif *unberuchte(ge)th* (« non atteint par la rumeur ») et l'expression *inn dem Rechten vnuordacht* (« non suspect en son serment ») vont dans le même sens⁴². Un « homme honnête et sans réputation⁴³ », ayant acheté un cheval qui s'avère avoir été volé, peut ainsi le restituer à son ancien propriétaire sans être inquiété

³⁹ Tønder, art. 82. *Unbesproken* dérive du verbe *bespreken* et renvoie à l'acte de parler au sens le plus large, mais peut également dans son sens transitif se traduire par « accuser, diffamer » ; *unberopen* est construit sur *beropen*, qui peut signifier « appeler » mais se traduit ici lui aussi en l'occurrence par « diffamer » : plus qu'à une accusation directe, celui-ci semble cependant faire référence à des rumeurs diffuses (voir August Lübben, *Mittelniederdeutsches Handwörterbuch*, Norden/Leipzig, Soltau, 1888, p. 428–429).

⁴⁰ Reval, art. 117 : « Gift men iemende scult, dat he nicht vul geschoten ne hebbe, is he vnbesproken, he mach sic vntsecgen mit sines sulues edhe ».

⁴¹ Reval, art. 166 : « So war dat is witlic, dat en man heuet men edhe sworn oder rouet oder stolen ichteswanne, vnde dat gebeteret oder gelegeret heuet. De ne scal nicht hebben so gvt recht als en ander gvt umbesproken man ».

⁴² Haapsalu, art. 7. Le terme *recht*, qui signifie droit, est souvent utilisé pour désigner le serment (Alexander Ignor, *Über das allgemeine Rechtsdenken Eikes van Repgow*, Paderborn, Schöningh, 1984, p. 161–162 ; Tim Meyer, *Gefahr vor Gericht*, op. cit., p. 97).

⁴³ Riga B, art. 45 : « eyn vnberuchteth bedarffe man ».

davantage. À Visby, « si dans l'emportement causé par des coups ou des mots, il advient à un homme honnête et sans réputation (*vmberochted*) un malheur lui valant d'être exécuté, les habits de cet homme n'appartiennent pas au bourreau », comme cela aurait autrement été le cas⁴⁴ : même coupable, l'homme de bonne réputation est présumé honnête et son acte mis sur le compte de la mauvaise fortune. Si ce préjugé favorable ne le dispense pas de peine, il lui garantit néanmoins quelques aménagements et traitements de faveur.

L'antonyme *beruchtet* (« réputé », « famé ») est construit sur *ruchte* (« la rumeur »). Utilisé seul, ce mot n'est jamais neutre, mais contient toujours une accusation d'infamie : « un homme qui a une femme légitime et qui est *réputé* pour sa lubricité pourra se disculper [avec deux co-jureurs], étant lui-même le troisième sur les saints⁴⁵ ». En Suède, la *Loi urbaine de Magnus Eriksson*, où les indications relatives à la réputation sont fort rares, stipule que « si quelqu'un fait perdre par calomnie son honneur à [un officier royal], de sorte qu'il est *atteint par une rumeur* [...], [le coupable] paiera 80 marcs...⁴⁶ ».

C'est donc essentiellement de manière négative que tous ces textes juridiques désignent la bonne réputation : comme une absence de rumeur ou d'infamie. Ce silence est un gage de l'honnêteté d'un individu et de la fiabilité de sa parole, et joue en sa faveur même lorsque sa culpabilité est attestée.

⁴⁴ Visby, art. I:60 : « Scut en vnghemac enem bederuen vmberochteden manne in hastegeit mit slachtinge oder mit worden dat he dar vmme entliuet werd, an des mannes klederen eghet de bodel nicht ».

⁴⁵ Riga D, art. VI:5, § 2 : « Will oc de raat ienighem manne schult gheuen, de en echte wif heuet, de vnkuschet weghene beruchtighet is, de mach des vntgan sulf dridde vppe den hilgen ». Nous soulignons.

⁴⁶ MESTL, Konungsbalken, art. XII, § 4 : « Liugher nokor æro aff thessom fornempdom mannom, at roop komber a han [...] böte LXXX marker ». Nous soulignons. Selon le contexte, le terme *roop* peut désigner aussi bien la rumeur que la réputation.

Protéger les « bonnes gens »

Les lois rappellent régulièrement que les témoins doivent avoir une réputation d'honnêteté sans tache. Alors que le témoignage est généralement réservé aux seuls bourgeois⁴⁷, le droit de Lubeck fait une exception pour « la paix de Dieu et les coups reçus avec ou sans effusion de sang⁴⁸ », au sujet desquels « tout homme pourra témoigner *pourvu que sa réputation soit intacte*⁴⁹ ». Dans le cas des co-jureurs, que les sources appellent le plus souvent très simplement « bonnes » ou « honnêtes gens », cette exigence est quasi-systématique. Pour gagner un procès, il ne suffit donc pas de réunir le nombre attendu de déposants : ceux-ci doivent également répondre aux critères de la réputation d'honnêteté, qui par définition sont mal définis et laissent aux juges une marge d'interprétation certaine. Pour les individus les mieux intégrés, ces procédures représentent donc un avantage substantiel.

À Riga, le serment purgatoire collectif est présenté à plusieurs reprises comme un moyen de protéger la réputation des honnêtes gens contre les rumeurs non fondées. En cas de meurtre, le juge alerté par l'infamie publique d'un personnage est habilité à ouvrir une enquête, conformément à la procédure inquisitoire. Toutefois, le manuscrit de Haapsalu réserve au prévenu le droit de se disculper avec douze co-jureurs :

car tel est notre droit qu'on ne doit témoigner contre nul homme, sinon celui qui a commis le meurtre et

⁴⁷ Comme dans d'autres villes allemandes, le droit municipal distingue les bourgeois propriétaires des étrangers et résidents sans droit de bourgeoisie. Le droit de Lubeck protège les bourgeois contre le témoignage des étrangers en statuant qu'« aucun hôte ne peut témoigner contre un bourgeois, mais [que] les bourgeois peuvent témoigner contre les hôtes et un hôte contre un autre » (Reval, art. 130 : « Nen gast nemach thugen vp ene[n] borgere. Mer borgere mogen wol thugen vp geste vnde en gast mach wol thugen vppe den anderen »).

⁴⁸ Littéralement : « les bleus et le sang » (*bla unde blot*).

⁴⁹ Reval, art. 75 : « En vrede de godes vrede hetet, vnde bla vnde blot, dat mot iewelk man wol tugen vp, da the en vmberopen man si ». Nous soulignons.

l'homicide, ou dont on tient pour vrai qu'il l'a commis
et est coupable des blessures⁵⁰.

Le serment collectif permet ici au défendeur d'opposer à la rumeur, pour la faire taire, la parole de personnes honnêtes : on retrouverait cette fonction quelques décennies plus tard dans les *Statuts rénovés de Riga*⁵¹.

La crainte concernant les témoignages de complaisance apparaît à plusieurs reprises dans les droits de Riga et de Visby. Dans sa version de 1279, le premier précise qu'en cas de participation à un homicide en bande (*in flot vnd vure*), l'accusation pourrait « obtenir l'inculpation [du défendeur] *avec des voisins ou des membres du conseil* ayant accouru à temps pour voir et entendre les faits⁵² » ; il en irait de même de celui qu'on accuserait d'avoir pénétré avec violence dans le domicile d'autrui, lequel devrait être convaincu à Riga « avec deux voisins ayant accouru à cause du bruit⁵³ », à Visby avec « des voisins, d'honnêtes gens ayant héritage et propriété⁵⁴ ». Remarquons que de telles restrictions ne s'appliquent qu'aux témoins ou autres déposants de l'accusation, jamais aux co-jureurs de la défense dont la réputation d'honnêteté demeure en général la principale qualité sinon la seule⁵⁵.

Dans toutes les villes étudiées, la réputation joue donc un rôle important dans le déroulement et l'issue des procès. Là où l'on y a recours, le serment collectif semble être perçu comme une garantie juridique en faveur de la respectabilité des personnes les mieux intégrées : celles-ci se voient accorder la

⁵⁰ Haapsalu, art. 7 : « dat is vnse Recht, dat menn nenen Mann mytt morde vnd dodtschlage sall betygenn, mer denngenenn, de denn mordt und dodtschlach gedaen hefft, edder dat menn vor war gyffet, dat he de ist, de dat gedann hefft vnd der wunnden schuldich sy ».

⁵¹ Riga D, art. VI:5, § 2 (voir la citation complète à la page précédente).

⁵² Haapsalu, art. 8 : « mach eme dat auertugen mytt nachburen offte mitt Radtluden, de tho mate (= tho male ?) kamen sin vnd dat gesehen vnd gehoret hebbenn ». Nous soulignons.

⁵³ Riga B, art. 24 : « kann men dat tugen myth twen naberen, de to deme ruchte kamen syn ».

⁵⁴ Visby, art. I:52, § 3 : « vnde möghen ene de nabure bedderue lyde des vortygghen, de erue vnde eghen hebben ».

⁵⁵ Cette observation pourrait sans doute être nuancée par la prise en compte d'un corpus plus étendu, incluant notamment des sources danoises.

possibilité de faire valoir leur réputation contre des accusations calomnieuses ou considérées comme telles⁵⁶. Dans les villes suédoises, cet impératif transparait indirectement à travers les règles imposant que tout déposant soit résident et propriétaire, et par conséquent bien connu de ses voisins⁵⁷.

Réputation et « rigueur formelle »

Les procédures suédoises laissent à l'accusé le choix de plaider coupable ou de tenter de se défendre par un serment collectif : d'après le *Björköarätt*, « si quelqu'un promet un serment et néglige de l'accomplir ou si son serment est invalidé, il paiera une amende de trois marcs⁵⁸ » ; la *Loi urbaine de Magnus Eriksson* précise qu'« il est alors condamné pour la chose dont il était accusé, et doit [de surcroît] payer trois marcs au plaignant, au roi et à la ville⁵⁹ ». Les raisons pouvant conduire à l'invalidation d'un serment ne sont pas indiquées, mais on devine qu'il pouvait s'agir de l'incapacité à réunir le nombre attendu de co-jureurs, ou encore du non-respect des contraintes de forme.

Ailleurs, l'absence de co-jureurs ne condamne pas automatiquement le défendeur : l'unique occurrence lubeckoise du serment collectif précise en effet que « s'il lui manque des parents ou des amis, quel que soit le nombre manquant, il prêtera autant de serments qu'il lui manquera de co-jureurs, mais jurera qu'il

⁵⁶ Karin Nehlsen-von Stryk, « Die Krise des "irrationalen" Beweises », art. cit., p. 37.

⁵⁷ En raison de l'idéologie royale qui imprègne les lois suédoises, les rares références explicites à la réputation la présentent moins comme un phénomène social que comme un outil d'exercice de l'autorité royale. Sur l'idéologie dans les lois scandinaves, voir Helle Vogt, *The Function of Kinship in Medieval Nordic Legislation*, Leiden/Boston, Brill, 2010, p. 105–107 ; Christine Ekholst, *A Punishment for Each Criminal. Gender and Crime in Swedish Medieval Law*, Leiden/Boston, Brill, 2014, p. 10–12.

⁵⁸ *Björköarätt*, art. 9, § 4 : « Hvilikin maþær sum eþ festir ok forsumar han a fyllæ ællæ falz at laghum, böte þre marker ».

⁵⁹ *MESTL, Rådstugubalken*, art. XXV, § 1 : « Nw kann han at edhenum fællas, wari tha fallin til sakinna som til hans kærðhis, ok böte thre marker malsæghandanum, konungenum ok stadhenum ».

n'a pas [davantage] de parents ou d'amis, et le serment sera accompli⁶⁰ ». Une procédure comparable est appliquée à Visby, où l'article consacré à la manière de se blanchir stipule que « si celui qui doit se disculper par serment ne peut trouver ses gens, il jurera sur les saints qu'il n'a ni ami ni parent pour l'aider dans son droit, et il prêtera serment seul⁶¹ ». Le droit de Visby ne précise pas si l'accusé est tenu, comme à Lubeck, de produire lui-même la parole des assistants qui lui font défaut.

Ces aménagements tendent à brouiller le lien précédemment établi entre serment collectif et réputation : en autorisant le défendeur à remplacer les co-jureurs qui lui manquent par un nombre égal de serments réitérés de sa propre bouche, le droit de Lubeck permet à celui qui n'a pas su mobiliser un nombre suffisant de parents, d'amis ou de clients de se disculper en multipliant d'autant la gravité d'un parjure éventuel. Exceptionnel à Lubeck, ce cas de figure semble relativement courant à Visby, où il ne s'applique pas à un crime en particulier, mais à la procédure même de la prestation du serment.

Deux hypothèses subsistent alors quant à la fonction de la rigueur formelle du serment purgatoire dans ces deux villes. Soit la pratique confiait au juge le pouvoir d'accorder ou de refuser le serment purgatoire, puis de le valider ou de le rejeter sur des critères de forme, non sans se laisser influencer par la réputation et le degré d'intégration sociale du prévenu⁶² ; soit ce formalisme, loin de chercher

⁶⁰ Tønder, art. 67 : « Si uero parentum uel amicorum carentiam habuerit, in quocumque ei deficit, tot iuramenta iurabit, iurare autem hoc debet, quod parentes non habeat nec amicos, et in hoc perfectus erit ».

⁶¹ Visby, art. I:14 : « we sic mid eden vndseghen zal vnde mach he siner lyde nicht hebben, so suere he vp den hilghen, dat he neweder vrund noch maghe nehebbe, de eme helpen möghen to sineme rechte. Sedder so suere he de ede allene ». Sur les influences du droit de Lubeck sur celui de Visby, voir Gösta Hasselberg, *Studier rörande Visbys stadsrätt och dess källor*, Uppsala, Almqvist&Wiksell, 1953 ; Stefan Ullrich, *Untersuchungen zum Einfluss des lübischen Rechts auf die Rechte von Bergen, Stockholm und Visby*, Frankfurt am Main, Lang, coll. « Rechtshistorische Reihe », vol. 375, 2008.

⁶² Peter Oestmann, « Erholung und Wandel am Ingelheimer Oberhof », dans *Symbolische Kommunikation vor Gericht in der frühen Neuzeit*, dir. Reiner Schulze, Berlin, Duncker &

à apporter une preuve incontestable, visait, comme Franz-Josef Arlinghaus a pu l'observer pour Cologne, à dissocier par le discours l'espace du procès de celui de la communication quotidienne⁶³. Cette question est vouée à rester ouverte ; de fait, il y a fort à croire que la réponse varie en fonction de la ville considérée. C'est du moins ce que suggère la comparaison des droits de Lubeck et de Riga, dans lesquels la rigueur formelle décline rapidement au cours du XIII^e siècle⁶⁴.

Dès la fin du XII^e siècle, les Lubeckois demandent en effet à l'empereur Frédéric I^{er} (1155–1190) le droit, dans tout l'Empire, de « se disculper devant le juge du lieu, sans piège, selon le droit de ladite ville⁶⁵ » : à tort ou à raison, ils laissent ainsi entendre que la rigueur formelle n'a pas cours à Lubeck. Cette méfiance dont le « piège des mots » (*captio verborum*) fait l'objet n'est peut-être pas sans lien avec le rapide déclin du serment purgatoire collectif dans cette ville, où les deux pratiques sont étroitement associées.

La rigueur formelle a été abolie à Riga également⁶⁶ ; or, le serment collectif y est régulièrement utilisé au XIII^e siècle, sans y être jamais accompagné des aménagements qui, en permettant au défendeur de se disculper seul, soumettent cette procédure à l'arbitraire de la rigueur formelle dans les droits de Lubeck et de Visby. Percevant le serment purgatoire collectif comme une preuve par la

Humblot, coll. « Schriften zur europäischen Rechts- und Verfassungsgeschichte », vol. 51, 2006, p. 29–55.

⁶³ Franz-Josef Arlinghaus, *Inklusion – Exklusion*, op. cit., p. 177–196.

⁶⁴ Contrairement à ce que les textes de la pratique permettent d'observer à Cologne ou dans les villes soumises au droit de Magdebourg, où la rigueur formelle est encore couramment utilisée aux XIV^e et XV^e siècles (voir Tim Meyer, *Gefahr vor Gericht*, op. cit.).

⁶⁵ *Urkundenbuch der Stadt Lübeck*, éd. cit., vol. I, Lübeck, Aschenfeldt, 1843, n° 7 : « per omnes imperii nostri fines et per ducatum coram loci illius iudice se expurgabit absque captione secundum iura iam dicte ciuitatis ». Sur la datation et l'authenticité de ce document, voir Bernhard Am Ende, *Studien zur Verfassungsgeschichte Lübecks im 12. und 13. Jahrhundert*, Lübeck, Max Schmidt-Römhild, « Veröffentlichungen zur Geschichte der Hansestadt Lübeck, Reihe B », vol. 2, 1975, p. 10–43, plus particulièrement p. 28–29.

⁶⁶ Riga A, art. 48 : « nullus iudicum captiose aliquem iudicabit, quod tevthonice sonat thouare ».

réputation, les Rigois ne semblent pas l'avoir considéré comme un « piège des mots ».

Si le serment purgatoire collectif existe dans toutes les villes baltiques au XIII^e et au début du XIV^e siècle, la comparaison des lois urbaines révèle que sa place et son rôle varient fortement d'une ville à l'autre. Ces variations ne se limitent pas à la fréquence ou aux conditions du recours à cette procédure : la signification même de celle-ci ne semble pas avoir été partout identique, sans que cette diversité d'appréciation puisse être résumée à une opposition entre modernité et archaïsme ou entre droit « allemand » et « scandinave ». Si nette en Suède dès la fin du XIII^e siècle, la distinction entre témoins et co-jureurs n'a guère de sens à Visby à la même époque. Certains textes accusent plus que d'autres l'influence des catégories élaborées dans le droit savant à partir du XII^e siècle, mais tous témoignent d'une réflexion sur la valeur et la hiérarchie des différents types de preuve et sur la place de la réputation dans les procédures judiciaires : une réflexion dont les conclusions, malgré d'inévitables emprunts, ne sont pas les mêmes d'une ville à l'autre. Pour comprendre ces disparités, il convient donc, pour chaque ville, de s'interroger sur les acteurs qui y prirent part à la législation et sur ce qu'ils avaient à en attendre.